

DEUX MONDES

On a déjà passablement écrit, dans tous les journaux, sur le congrès du Parti social-démocrate allemand qui s'est tenu à Magdebourg et on connaît suffisamment tous les principaux événements et toutes les péripéties qui en ont marqué le déroulement. L'aspect externe de la lutte menée par les révisionnistes contre les orthodoxes et les épisodes dramatiques du congrès ont énormément retenu l'attention des lecteurs au détriment de la compréhension du sens profond de cette lutte et des fondements idéologiques et politiques de la divergence. Cependant, les discussions qui ont eu lieu à Magdebourg — et qui concernaient essentiellement la question du vote du budget badois — ont fourni des matériaux extrêmement intéressants, qui attestent l'existence de deux mondes idéologiques et de deux tendances de classe à l'intérieur du Parti ouvrier social-démocrate allemand. Le vote du budget constitue seulement l'une des manifestations qui témoignent de la divergence existant entre les deux mondes, divergence si profonde, d'ailleurs, que, certainement, elle aura l'occasion de se manifester à propos de questions bien plus sérieuses et d'une toute autre conséquence. Et maintenant, alors qu'en Allemagne tous sentent clairement *approcher* la grande tourmente révolutionnaire, il y a lieu de voir, dans les discussions de Magdebourg, quelque chose comme une petite revue d'une modeste fraction de l'armée *avant que* celle-ci n'entre en campagne (car le vote du budget n'est qu'une infime portion des questions essentielles relatives à la tactique des social-démocrates).

Qu'a révélé cet examen préalable quant à la manière dont les diverses parties de l'armée prolétarienne compren-

nent leurs tâches ? Que peut-il nous dire sur le comportement futur de ces diverses fractions de l'armée ? Telles sont les questions sur lesquelles nous avons l'intention de nous arrêter.

Commençons par un conflit qui (en apparence) présente un caractère limité. Frank, qui est le meneur des révisionnistes, a soigneusement souligné, comme l'ont fait tous les Badois, ce fait que le ministre von Bodman a commencé par nier l'« égalité » des social-démocrates avec les autres partis, avec les partis bourgeois, et qu'ensuite, il aurait fait mine de retirer cette « injure ». Voici d'ailleurs ce que Bebel écrit à ce sujet dans son rapport :

... « Si le ministre d'un Etat actuel, qui représente l'ordre étatique et social du moment — et l'on sait que l'Etat actuel a pour but, en tant qu'institution politique, de défendre et de maintenir la structure étatique et sociale existante contre toute attaque de la part des social-démocrates (défense qui, le cas échéant, est susceptible de s'effectuer par des moyens violents), si donc, un tel ministre déclare qu'il ne reconnaît pas l'égalité en droits du parti social-démocrate, on ne peut que lui donner raison en se plaçant à son point de vue. » Frank interrompt Bebel et s'écrie : « C'est inouï ! » Bebel continue et lui répond : « Je trouve cela parfaitement naturel. » Frank s'exclame de nouveau : « C'est inouï ! »

Pourquoi donc Frank a-t-il été si indigné ? C'est parce qu'il est littéralement imbu de sa foi en la « légalité » bourgeoise, en l'« égalité de droit » bourgeoise, parce qu'il ne comprend pas les *limites* historiques de cette légalité, parce qu'il n'admet pas que cette légalité est *destinée*, est forcément destinée à voler en éclats, dès qu'il s'agira du problème essentiel et fondamental du maintien de la propriété bourgeoise. Frank est entièrement rempli d'illusions constitutionnelles petites-bourgeoises ; c'est pourquoi il ne comprend pas ce qu'il y a d'historiquement *conventionnel* dans les systèmes constitutionnels, même dans un pays comme l'Allemagne ; il croit en la portée absolue, en la force absolue de la constitution bourgeoise (ou, pour mieux dire, féodale et bourgeoise) de l'Allemagne et il est sincèrement *offensé* parce que le ministre constitutionnel ne veut pas lui reconnaître l'« égalité de droits » à lui, Frank, à lui qui est membre du parlement et qui agit en parfait accord

avec la loi. Grisé par cette légalité, Frank en arrive à ce point qu'il oublie l'incompatibilité irréductible existant entre la bourgeoisie et le prolétariat et que, sans s'en rendre compte, il adopte le point de vue de ceux qui considèrent la légalité bourgeoise comme une chose éternelle et qui estiment que le socialisme doit s'inscrire dans le cadre de cette légalité.

Détachant le problème de ces illusions constitutionnelles, qui sont propres à la démocratie bourgeoise, Bebel le ramène sur le terrain réel de la lutte des classes. Est-il possible de se sentir « offensé » sous prétexte que, sur le terrain du droit bourgeois, le défenseur du régime bourgeois ne nous reconnaît pas l'égalité des droits à nous qui sommes les adversaires de ce régime ? Le seul fait de supposer que cela puisse m'offenser suffit à prouver la fragilité de mes convictions socialistes !

Et Bebel s'efforce de faire comprendre à Frank le point de vue social-démocrate, au moyen d'exemples frappants. Une loi d'exception votée contre les socialistes ne pouvait nous « offenser », explique Bebel à Frank ; nous étions pleins de haine et de colère, « et si nous l'avions pu alors, nous nous serions jetés dans la lutte, car nous la désirions de tout cœur, et nous aurions réduit en miettes tous les obstacles dressés sur notre chemin » (*bruyantes exclamations d'approbation*), observe à cet endroit le compte rendu sténographique). « Nous aurions trahi notre cause en nous comportant autrement » (*Exact* !). « Mais nous n'avons pas pu le faire. »

Ce qui m'offense, c'est que le ministre constitutionnel ne reconnaisse pas l'égalité en droits des socialistes, explique Frank. Vous ne devez pas être offensés, répond Bebel, par ce refus, attendu qu'il émane d'un homme qui, naguère, vous étouffait en faisant fi de tout « principe », et qui devait vous étouffer pour défendre le régime bourgeois, et qui demain, devra encore vous étouffer (Bebel n'a pas exprimé cette idée, mais il y a fait clairement allusion ; pourquoi cette prudence de Bebel, qui se borne à des allusions, nous le dirons en temps opportun). Nous aurions été des traîtres si, ayant la possibilité de le faire, nous n'avions pas étouffé ces ennemis du prolétariat.

Deux mondes d'idées : d'un côté, le point de vue de la

lutte de classe prolétarienne, d'une lutte qui, à certaines périodes de l'histoire, peut se dérouler dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais qui, *inéluçablement*, conduit au dénouement, à la collision directe, à ce dilemme : « réduire en miettes » l'état bourgeois ou bien être battu et étouffé. D'un autre côté, le point de vue du réformiste, du petit bourgeois à qui les arbres cachent la forêt, à qui les oripeaux de la légalité constitutionnelle cachent l'acharnement de la lutte des classes, à qui sa vie dans un coin perdu de quelque modeste Etat ne permet pas de voir les grands problèmes historiques de l'actualité.

Les réformistes se prennent pour des politiciens réalistes, pour des gens qui font le travail positif, pour des hommes d'Etat. Les maîtres de la société bourgeoise ont avantage à entretenir dans le prolétariat ces idées enfantines, mais il appartient aux social-démocrates de les combattre impitoyablement. Ce qui a été dit sur l'égalité en droits n'est que « phrases sans signification », a déclaré Bebel. « Celui qui sera capable de prendre à l'hameçon de ces phrases l'ensemble de la fraction socialiste, celui-là est un homme d'Etat, a dit Bebel, pour la plus grande joie des auditeurs du Congrès ; quant à ceux qui s'y laissent prendre, non, ils ne méritent pas du tout le qualificatif d'hommes d'Etat. » Voilà qui est bien envoyé à tous les opportunistes possibles du socialisme, qui se laissent avoir par les national-libéraux en Allemagne ou par les cadets en Russie. « Les négateurs, disait Bebel, ont fréquemment plus obtenu que les gens qui font ce qu'on appelle le travail positif. Une critique acerbe, une nette opposition tombent toujours sur un terrain favorable si cette critique est justifiée, et la nôtre l'est, sans aucun doute. »

Les paroles opportunistes à propos du travail positif se réfèrent, dans bien des cas, au travail fait *pour les libéraux* ou, en général, pour des gens qui détiennent le pouvoir et qui définissent l'orientation que doit prendre tel Etat, telle société, telle collectivité déterminée. Et Bebel en a tiré cette conclusion directe que « dans notre parti, nombreux sont les national-libéraux de ce genre, qui poursuivent une politique national-libérale ». A titre d'exemple, il a cité *Bloch*, le rédacteur assez connu, de ce que l'on appelle (c'est bien ce que dit Bebel : *ce que l'on appelle*) le

Sozialistische Monatshefte. « Il n'y a pas place pour les national-libéraux dans notre parti », a déclaré franchement Bebel, à l'approbation générale du congrès.

Considérons la liste des collaborateurs du *Sozialistische Monatshefte*. Tous sont des représentants de l'opportunisme international. Ils n'en finissent pas de louer nos liquidateurs. Ne sommes-nous pas en présence de deux mondes d'idées, lorsqu'on voit le chef de la social-démocratie allemande traiter de national-libéral le rédacteur de cet organe ?

Les opportunistes du monde entier penchent pour une politique d'alliance avec les libéraux, tantôt la proclamant et la réalisant ouvertement, tantôt prônant ou justifiant les accords électoraux conclus avec les libéraux, appuyant leurs slogans, etc. Une fois encore, Bebel a démasqué toute l'hypocrisie et le mensonge de cette politique ; ses paroles, on peut le dire sans exagération, chaque social-démocrate doit les connaître et se les rappeler.

« A supposer que moi, je contracte, en tant que social-démocrate, une alliance avec les partis bourgeois, on peut parier à mille contre un que les gagnants ne seront pas les social-démocrates, mais bien les partis bourgeois, et que nous serons bons perdants. C'est un *axiome politique* que partout où la gauche et la droite s'associent, la première est perdante et la seconde gagnante...

Si je contracte une alliance politique avec un parti dont les *principes* sont opposés aux miens, alors je dois forcément accommoder ma tactique, c'est-à-dire, mes méthodes de lutte, de manière à ne pas rompre cette alliance. Dès lors, il m'est impossible de critiquer sans réserve, il m'est impossible de me battre pour des principes, sinon je blesserais mes alliés ; je serai contraint de garder le silence, de dissimuler bien des choses, de justifier l'injustifiable, de cacher ce que l'on ne peut cacher. »

L'opportunisme mérite le nom d'opportunisme en ce sens qu'il sacrifie les intérêts *fondamentaux* du mouvement aux avantages ou considérations du moment, eux-mêmes basés sur une politique à courte vue et sans profondeur. Frank a déclaré avec emphase à Magdebourg que les ministres de Bade « souhaitent nous associer, nous, social-démocrates, au travail commun » !

Ce n'est pas en haut, mais en bas qu'il faut regarder, disions-nous, au moment de la révolution, à nos opportunistes, qui, à maintes reprises, se sont laissés séduire par diverses perspectives des cadets. Dans la péroraison du dis-

cours qu'il a prononcé à Magdebourg, Bebel a déclaré, en présence de tous les Frank assemblés : « Les masses ne comprennent pas qu'il y ait des social-démocrates qui, par leur vote de confiance, soutiennent un gouvernement tel que les masses l'élimineraient volontiers. Bien souvent j'ai l'impression qu'une partie de nos dirigeants ne comprend plus les souffrances et les malheurs des masses (*bruyante approbation*), que la condition de ces masses leur est devenue chose étrangère. » Or, « partout en Allemagne, on voit s'accumuler dans ces masses des montagnes de colère ».

Dans un autre passage de son discours, Bebel déclare : « Nous vivons à une époque qui n'autorise absolument pas l'acceptation de compromis pourris. Les contradictions de classe ne s'estompent pas, elles s'accroissent. Nous allons vivre des heures qui seront décisives. Que va-t-il se passer après les prochaines élections ? Patientons et nous verrons. Si les choses évoluent de telle manière qu'un conflit européen éclate en 1912, alors nous verrons comment nous devrions nous comporter et quelle position il nous faudra occuper. Vraisemblablement pas celle qu'occupent actuellement les Badois. »

Tandis que les uns s'accrochent avec satisfaction de la situation devenue familière en Allemagne, Bebel tourne toute son attention, et conseille au parti de tourner la sienne vers les changements qui doivent inévitablement arriver. « Ce que nous avons vu jusqu'à présent, n'est que peu de choses, tout au plus des escarmouches d'avant-postes », déclare Bebel dans sa péroraison. La lutte proprement dite est encore à venir. Et, dans la perspective de cette lutte future, la tactique des opportunistes apparaît comme un comble de veulerie et d'aveuglement.

Parlant de la lutte à venir, Bebel se borne à faire des allusions. A aucun moment, il ne déclare que la révolution est proche en Allemagne, bien que, sans aucun doute, tel soit le fond de sa pensée : toutes les allusions qu'il fait à l'exacerbation des contradictions, à la difficulté de promouvoir des réformes en Prusse, à la situation sans issue du gouvernement et des classes dirigeantes, à la colère croissante des masses, au danger d'une guerre européenne, au poids toujours plus lourd du joug économique consécutif à la cherté de la vie et à l'association des capitalistes en trusts et cartels, etc., etc., toutes ses allusions tendent clairement à démontrer au parti et aux masses le caractère inévitable de la lutte révolutionnaire.

Pourquoi Bebel est-il si prudent ? Pourquoi se borne-t-il à ces indications ? C'est parce que la révolution mûrissante en Allemagne se heurte à une situation politique particulière, une situation *sui generis*, qui n'a son équivalent dans aucune époque prérévolutionnaire des autres pays et qui, pour cette raison, requiert, de la part des chefs du prolétariat, la résolution d'un problème *nouveau*. La caractéristique essentielle de cette situation prérévolutionnaire spécifique consiste dans ce fait que la révolution à venir doit être incomparablement plus profonde, plus sérieuse, qu'elle doit entraîner des masses plus importantes dans une lutte plus difficile, plus longue et plus âpre que toutes les révolutions précédentes. En même temps, cette situation prérévolutionnaire se distingue par une plus franche domination de la *légalité*, d'une légalité qui forme obstacle à ceux qui l'ont introduite. Voilà ce qui constitue la particularité de la situation, voilà en quoi consiste la difficulté et la nouveauté du problème.

L'ironie de l'histoire a voulu que les classes dominantes de l'Allemagne, qui ont constitué l'Etat le plus fort qu'ait connu la seconde moitié du XIX^e siècle, qui ont rendu possible le développement capitaliste le plus rapide et la légalité constitutionnelle la plus solide, que ces classes en soient visiblement arrivées à un point tel qu'*il leur faut* maintenant détruire cette légalité, *leur* légalité, afin de préserver la domination de la bourgeoisie.

Pendant un demi-siècle environ, le Parti ouvrier social-démocrate allemand a utilisé de façon exemplaire la légalité bourgeoise pour mettre sur pied d'excellentes organisations prolétariennes, pour constituer une presse remarquable et pour élever à son degré le plus haut (dans la mesure où le permettait le capitalisme) la conscience et la cohésion de l'avant-garde socialiste du prolétariat.

Maintenant, voici venir le temps où ce demi-siècle de l'histoire allemande *doit* — et cette nécessité résulte de causes objectives —, laisser la place à une autre période. L'époque de l'utilisation de la légalité d'origine bourgeoise va être *remplacée* par celle des formidables batailles révolutionnaires, par des batailles qui, *au fond*, causeront la destruction de *toute* la légalité bourgeoise, de *tout* le régime bourgeois, mais qui *pour ce qui est de la forme*, doivent com-

mencer (et commencent effectivement) par les vains efforts d'une bourgeoisie désemparée pour se débarrasser d'une légalité qu'elle a elle-même créée et qui lui est devenue insupportable ! « Tirez les premiers, messieurs les bourgeois ! » C'est en ces termes qu'Engels a exprimé, en 1892, le caractère spécifique de la situation et des problèmes tactiques du prolétariat révolutionnaire ¹³⁸.

Le prolétariat socialiste n'oublie pas un seul instant qu'il se trouve à la veille d'une lutte inévitable, d'une lutte révolutionnaire massive, qui va réduire entièrement à néant la légalité d'une société bourgeoise, d'une société qui est condamnée à mort. Et en même temps, un parti qui a su merveilleusement utiliser, *contre* la bourgeoisie, la légalité semi-séculaire de cette même bourgeoisie, n'a aucune raison de renoncer aux facilités, aux avantages stratégiques qu'il peut tirer du fait que *son adversaire s'est empêtré* dans sa propre légalité, qu'il est contraint de « tirer le premier », de briser sa propre légalité.

Voilà donc ce qui fait le spécifique de la situation prérévolutionnaire de l'Allemagne contemporaine. Voilà pourquoi le vieux Bebel est si prudent lorsqu'il attire l'attention sur la grande lutte à venir, lorsqu'il dirige toute la force de son immense talent, de son expérience et de son autorité contre des opportunistes lâches et peu clairvoyants, des opportunistes qui ne comprennent pas le sens de cette lutte, qui sont incapables d'en assumer la direction et qui, sans doute, de *commandants* qu'ils sont, se verront transformés, au moment décisif, en *commandés*, et parfois même relégués au rebut.

A Magdebourg, on a discuté avec ces chefs, on les a blâmés, ils ont fait l'objet d'un ultimatum officiel, en tant qu'ils représentaient tout ce qui avait pu s'accumuler de peu sûr dans la grande armée révolutionnaire, tout ce qu'il y avait de faible et de contaminé par la légalité bourgeoise, d'abêti par une prosternation béate devant la sacro-sainte légalité, devant toute la médiocrité d'une des ères esclavagistes, c'est-à-dire d'une des époques de la domination bourgeoise. En blâmant les opportunistes, en les menaçant d'exclusion, le prolétariat allemand a critiqué en même temps, dans sa puissante organisation, tous les éléments de stagnation, d'incertitude, de flaccidité, toute cette in-

capacité à rompre avec la psychologie d'une société bourgeoise agonisante. En blâmant les mauvais révolutionnaires dans son propre milieu, la classe d'avant-garde a effectué une ultime revue de ses forces avant de s'engager sur la voie de la révolution sociale.

* * *

Tandis que, dans le monde entier, les social-démocrates révolutionnaires considéraient tous, avec attention, la manière dont les ouvriers allemands se préparaient à la lutte, choisissant l'heure de celle-ci, surveillant de près l'ennemi et se *purgeant* des erreurs de l'opportunisme, les opportunistes du monde entier exultaient à la vue du désaccord opposant Rosa Luxembourg à Kautsky à propos de l'appréciation à donner à la situation actuelle et de la question de savoir si le point de départ d'un tournant décisif comme le fut le 9 janvier pour la révolution russe allait survenir maintenant ou *pas encore maintenant*, à l'instant même ou *bien un peu plus tard*. Les opportunistes jubilaient, s'efforçant d'attiser ces divergences — qui, au fond, étaient d'importance mineure —, aussi bien dans les colonnes du *Sozialistische Monatshefte*, que dans celles du *Goloss Sotsial-Démokrata* (Martynov), dans la *Jizn*¹³⁹, dans le *Vozrojdénié* et autres organes liquidateurs, et jusque dans le *Neue Zeit* (Martov) *. L'indigence des procédés des opportunistes du monde entier s'est révélée à Magdebourg, où les désaccords existant entre les social-démocrates révolutionnaires allemands ne jouèrent pratiquement aucun rôle. Les opportunistes s'étaient trop empressés de jubiler. Le Congrès de Magdebourg a *adopté* la première partie de la résolution proposée par *Rosa Luxembourg*, résolution qui désignait clairement la grève massive comme procédé de lutte.

« Social-Démocrate » n° 18,
16 (29) novembre 1910

Conforme au texte
du Journal

* Le camarade Karski a donné une verte réplique à Martov dans le *Neue Zeit*.

LA MANIFESTATION À L'OCCASION DE LA MORT DE MOUROMTSEV

(NOTE)

« La présente Douma », écrit la *Retch* des cadets à propos de la première séance de la quatrième session de la Douma des Cent-Noirs, « s'est coupée aujourd'hui, d'une manière définitive et irrévocable, d'avec l'esprit populaire et la conscience nationale ». Ceci est écrit, naturellement, à propos du refus des Cent-Noirs et des octobristes d'honorer la mémoire de Mouromtsev, président de la I^{re} Douma.

Il serait difficile d'exprimer avec plus de relief que ne le fait la phrase qui précède toute la fausseté du point de vue qu'ont adopté nos libéraux en ce qui concerne la lutte pour la liberté en général, et la manifestation à l'occasion de la mort de Mouromtsev en particulier.

Il n'est pas douteux que la mort de Mouromtsev devait fournir l'occasion d'une manifestation dirigée contre le gouvernement tsariste, contre l'autocratie et contre la Douma des Cent-Noirs ; il n'est pas douteux qu'elle a eu lieu, qu'y ont participé des éléments appartenant aux couches les plus diverses et les plus larges de la population, les partis les plus variés, depuis les social-démocrates jusqu'aux cadets, aux « progressistes »¹⁴⁰ et aux octobristes polonais (le Kolo polonais¹⁴¹) inclusivement. Et il n'est pas davantage douteux que le jugement porté par les cadets sur cette manifestation révèle, pour la centième ou pour la millième fois, peut-être, combien ils sont étrangers à la démocratie et combien est *pernicieuse*, pour la cause de la démocratie russe, la prise en charge, totale ou partielle, de cette cause par nos cadets.